

Dossier

« En Flandre, la campagne fédérale a démarré en 2004 »

Entretien avec Liesbeth Van Impe

Liesbeth Van Impe, « Wetstraatjournalist » au quotidien De Morgen livre ses réflexions sur l'état d'esprit de la classe politico-médiatique flamande à propos de l'avenir des relations communautaires et du paysage institutionnel belge.

RN: Quel est l'état d'esprit dans les rédactions flamandes après l'émission de la RTBF du 13 décembre ?

Liesbeth Van Impe: Avant tout, la question qui a préoccupé les médias flamands a été celle du statut même de l'émission. Peut-on faire un faux JT, même pour lancer un débat de société ? La plus grande partie de la presse flamande a plutôt jugé que la RTBF avait franchi une frontière à ne pas dépasser. D'autant que l'image de la Flandre telle qu'elle a été montrée a été extrêmement cari-

caturale. La fiction a vraiment été une fiction. Le Parlement flamand ne se réunira pas pour décréter l'indépendance de la Flandre. Cela ne se passera pas comme ça. S'il y a un danger dans l'évolution institutionnelle, c'est plutôt que le fédéral soit progressivement rendu impuissant par le transfert de compétences et par une loi de financement qui rend sa position financière très précaire. Mais le séparatisme est absolument minoritaire dans le paysage politique flamand. En Wallonie, on dit que le cartel CD&V/NVA est

séparatiste à cause de la NVA qui est effectivement séparatiste, mais inversement, on peut dire que le séparatisme de la NVA est contrebalancé par le poids du CD&V qui n'est pas séparatiste.

Le danger est plus subtil. Les compétences qui sont concernées par les demandes de dé-fédéralisation des partis flamands nécessitent un débat très prudent parce que les partis flamands risquent d'obtenir une autonomie dont ils ne veulent pas vraiment... Leur objectif n'est pas d'avoir un État-nation à la façon du XIX^e siècle, comme l'a fait croire l'émission de la RTBF. Les partis flamands ne préparent pas l'indépendance de la Flandre en secret. Présenter les choses comme cela, c'est esquiver le vrai débat. Dans ce contexte, le discours du premier ministre Guy Verhofstadt est remarquable. À côté du débat sur de nouvelles régionalisations, il plaide aussi pour un renforcement du niveau fédéral.

RN: Les médias flamands ont-ils été étonnés par l'émission de la RTBF et par l'image de la Flandre qui a été montrée?

L.V.I.: Les médias flamands n'ont pas été étonnés parce qu'une telle caricature était déjà antérieurement présente dans les médias francophones. Mais ils ont quand même été surpris que la caricature soit aussi forte. S'il y a un tel décalage entre cette fiction et la réalité,

c'est aussi parce que la plupart du temps, les informations qui sont données sur la Flandre sont réellement rudimentaires. J'ai parfois l'impression que la peur de la fin de la Belgique est une manière de refuser de voir les positions flamandes dans leurs nuances. La peur paralyse les débats. Si elle est utilisée pour éviter les remises en question, ce serait catastrophique pour la Wallonie.

RN: Quel est l'état d'esprit de l'opinion flamande sur ces questions?

L.V.I.: Pas évident de le savoir. Un sondage de *La Libre Belgique* affirme que la moitié des Flamands souhaite le retour à l'état unitaire. Cela me paraît étonnant. En fait, on ne sait pas grand-chose de leur réel état d'esprit. Il est clair qu'en dehors du Brabant, les Flamands ne se préoccupent pas beaucoup de la scission de l'arrondissement de Bruxelles-Halle-Vilvorde. En revanche, si on leur explique que le développement de l'économie flamande est freiné, si on leur montre qu'un chômeur flamand est plus rapidement sanctionné qu'un chômeur wallon, si des amendes routières sont plus rapidement données en Flandre et que leur produit est ensuite également réparti entre les deux Régions... ils s'y intéressent. Les hommes politiques francophones doivent comprendre que s'ils veulent défendre le niveau fédéral, ils doivent défendre une

application partout identique des politiques fédérales. Il est également faux de dire que les enjeux communautaires n'intéressent pas les Flamands. Les électeurs flamands savent que Leterme veut une réforme institutionnelle poussée, cela ne l'empêche pas d'être l'homme politique flamand le plus populaire de Flandre.

RN: Vu de Wallonie et de Bruxelles, on a un peu l'impression que les revendications communautaires sont moins présentes dans la campagne flamande?

L.V.I.: Ce n'est pas le cas. Elles sont peut-être un peu moins visibles. Mais en fait, en Flandre, la campagne fédérale a commencé en 2004. Dès la campagne pour les élections régionales, les partis flamands se sont positionnés dans une perspective fédérale. Dans la foulée, l'accord régional flamand a porté tant sur la manière de réaliser la scission de l'arrondissement de Bruxelles-Halle-Vilvorde que sur un programme plus large de revendications institutionnelles. Ce n'est même pas une question de tactique, de vouloir donner l'impression qu'on ne veut plus régionaliser. Tout le monde sait qu'il y aura une nouvelle discussion communautaire et qu'il faudra une majorité des deux tiers et donc peut-être une tripartite traditionnelle pour y arriver. Leterme fait d'ailleurs campagne en demandant aux Flamands

de voter pour lui en affirmant que si la violette, éventuellement élargie à Groen!, dispose d'une majorité, il n'y aura pas de réforme de l'État... Le CD&V se présente comme la meilleure garantie qu'il y aura bien une réforme de l'État... Mais même au-delà du CD&V, il y a un très large consensus en ce sens et cela ne signifie absolument pas la mort de la Belgique. Bien sûr, les partis ne réclament pas l'application immédiate des résolutions du Parlement flamand, mais celles-ci restent une référence, une série d'objectifs à atteindre à terme.

RN: Passons en revue les différentes positions des partis démocratiques flamands sur les revendications institutionnelles:

L.V.I.: Le cartel CD&V/NVA doit trouver un compromis entre un parti qui veut la fin de la Belgique et un autre qui ne la veut pas. Il doit se prononcer sur ses points de rupture en cas de négociation (qu'il ne rendra pas publics). Le cartel examine actuellement la faisabilité technique de ses revendications. Ce n'est pas tout de dire qu'on veut régionaliser, il faut encore savoir si c'est techniquement et juridiquement faisable, en soins de santé comme en matière d'emploi ou en fiscalité. Ces avancées institutionnelles sont vitales pour le cartel parce que sa survie nécessite des résultats sur le plan communautaire. Or sans le cartel, le CD&V ne

pèse pas 30 %, mais 25 %, ce qui le ramène au niveau des trois autres grands partis flamands.

Le VLD qui est au pouvoir au fédéral depuis deux législatures a adopté un discours nettement moins revendicatif que du temps où il était dans l'opposition. La fonction fait l'homme. Bien sûr, les libéraux flamands ont eux aussi des revendications institutionnelles, notamment en matière d'emploi, mais le parti mise beaucoup sur la figure de Guy Verhofstadt, Premier ministre sortant. Il essaye de le présenter comme une voie médiane entre ce qu'ils présentent comme l'immobilisme francophone et le séparatisme qu'incarnerait le CD&V.

Le SPa veut absolument scinder la politique de l'emploi, même si les partenaires sociaux et singulièrement les syndicats s'y opposent. Les socialistes continuent officiellement de soutenir les résolutions du Parlement flamand, mais ils ne revendiquent plus la communautarisation des soins de santé dont ils affirment que la gestion a été fortement améliorée par Rudy Demotte.

Groen! n'a pas de revendication communautaire connue. Les écologistes flamands ne participent quasiment pas à ce débat.

RN: On assiste vraiment à la mise en scène d'un face-à-face entre Leterme et Verhofstadt. Que recouvre exactement cette opposition?

L.V.I.: Ils incarnent chacun le contraire de l'autre, mais Leterme est le produit de huit ans de Verhofstadt. Le Premier ministre flamand joue sur le volontarisme, la créativité et les idées. Le ministre-président flamand mise sur son image de bon gestionnaire pragmatique. Le CD&V s'est réinventé dans l'opposition. Il se présente sans affect particulier ni pour la Flandre ni pour la Belgique. Avant même d'avoir fait officiellement acte de candidature de Premier ministre, il l'est *de facto*. Même s'il disait qu'il ne l'était pas, personne ne le croirait. Il ne peut cependant pas se déclarer trop tôt, sinon il risque de faire courir les spéculations sur son successeur à la tête du gouvernement flamand. Leterme a commencé sa campagne pour le 16 rue de la Loi dès 2004. Son opposition à Verhofstadt est aussi idéologique. C'est l'affrontement entre un libéralisme qui se veut optimiste par rapport à la mondialisation et un courant chrétien-démocrate qui veut rassurer les gens qui ont peur de cette mondialisation et auxquels il dit vouloir apporter un cadre normatif rassurant et quelque peu communautariste (les valeurs du groupe). Au début de l'arc-en-ciel, un tel discours aurait été impensable, mais les sondages semblent

indiquer qu'il trouve un écho dans une population travaillée par diverses formes d'insécurité... L'intérêt de ces élections, c'est qu'il y a un choix clair entre deux options très différentes.

RN: La proposition de Pavia vous semble-t-elle de nature à faire évoluer la discussion entre communautés?

L.V.I.: Elle ne me semble pas réaliste. Elle vient peut-être trop tard. Quel parti y aurait intérêt? Quel francophone pourrait récolter des voix en Flandre? L'argument qu'on entend souvent c'est qu'en l'état actuel du système, on ne peut pas sanctionner un parti... Mais la formule est un peu curieuse. Je ne vois pas une masse d'électeurs flamands voter tout d'un coup pour le MR rien que pour sanctionner le PS... Mais au moins cette proposition permet-elle de débattre de cette question de la scission des deux espaces publics francophone et flamand.

RN: Que pensez-vous de l'évolution bruxelloise?

L.V.I.: Guido Fonteyn disait récemment que la nouveauté, c'est qu'à Bruxelles, Flamands et francophones se rapprochent d'une nouvelle manière. Les Flamands savent qu'ils sont une minorité dans une ville qui n'est composée que de minorités. Bruxelles est une ville dont les communautés sont de moins en moins complexées... Cela rend certains perplexes en Flandre. Les plus extrémistes disent qu'il vaut mieux laisser « partir Bruxelles », mais c'est surtout parce qu'ils ne savent pas quoi faire de cette évolution. ■

Propos recueillis par Benoît Lechat